

<https://www.xn--lecanardrepubicain-jwb.net/spip.php?article520>



# Eva Joly : « Vive l'Europe des Régions »

- L'Union européenne -



Date de mise en ligne : mercredi 31 août 2011

---

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

---

« Cher(e)s ami(e)s,

Je suis particulièrement heureuse de partager avec vous ce moment de réflexion et d'amitié, ici, à Mouans-Sartoux, en Occitannia ! Et je tiens particulièrement à saluer Monsieur le Maire, notre ami André Aschieri, infatigable militant de la cause écologiste. Je pense notamment à ses batailles contre la spéculation immobilière, à son travail remarquable au sein de l'Agence française de sécurité sanitaire ou sur les effets des ondes électromagnétiques. Je salue aussi Max Simioni qui avec son frère Edmond lutte contre les boues rouges avec le soutien du peuple Corse. Le régionalisme et l'écologie sont de vieux complices !

Tous ces combats témoignent à leur façon du rôle décisif des écologistes depuis trente ans, non seulement comme lanceurs d'alertes, mais aussi comme porteurs de solutions.

Je pense aux militants de l'Union démocratique bretonne qui se sont battus pour préserver Plogoff. Je pense aux militants occitans qui se sont levés pour lutter contre l'implantation du camp militaire au Larzac. Je pense aux militants Alsaciens qui ont lutté parmi les premiers contre la centrale de Fessenheim. Les régionalistes ont été avec les écologistes des précurseurs. Nous devons maintenant transformer l'essai et proposer des solutions pour mettre l'écologie au pouvoir dans les régions et à Paris.

Nous allons mener ensemble une belle campagne. Elle sera l'occasion de mettre en avant des thèmes communs comme par exemple la prise en compte des langues et cultures régionales. Si je suis élue je reviendrai sur l'article 2 de la constitution, adopté en 2008, qui n'est qu'un leurre. Au lieu de reconnaître la charte européenne des langues régionales, le gouvernement Sarkozy/Fillon a fait adopter une vague phrase ("Les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France").

J'avoue que pour ma part, née étrangère et ayant appris la langue française comme une langue magnifique et désirée, je trouve curieux de supposer qu'un article de loi, fut-il de la constitution, puisse encore être utile à protéger la langue de Molière sur son lieu de naissance. Il ne peut servir qu'à faire périr d'autres langues, à réduire le bilinguisme comme on voudrait réduire la binationalité. Alors que le bilinguisme, comme la binationalité, est une chance et une richesse. En plus, le conseil constitutionnel a considéré le 20 Mai dernier que cet article ne créait aucun droit en faveur des langues régionales. Si je suis élue, je reviendrais sur cette injustice. Je proposerais la reconnaissance des langues et cultures régionales dans un paquet institutionnel instaurant la 6ème République avec le droit de vote des étrangers aux élections locales, le non cumul des mandats, la reconnaissance d'un statut de l' élu et la possibilité d'une organisation différenciée des pouvoirs régionaux. C'est-à-dire un pouvoir législatif étendu pour les régions. C'est ce qu'ont obtenu les peuples Gallois, catalans, basques, les lander allemands et c'est ce qui est en train de devenir la norme en Europe. C'est ce qu'on appelle l'autonomie politique des régions. Je ne comprends pas pourquoi, en France, ce système de compétences nouvelles pour les régions, allant vers un système fédéral, est encore considéré comme un tabou. Celui-là, nous le ferons sauter ensemble. Chers amis, cette année 2011 a vu le soulèvement démocratique des peuples au Maghreb et au Moyen Orient, dont nous venons de vivre un nouvel épisode avec la chute du dictateur Khadafi. C'est une nouvelle étape de la décolonisation qui s'est ouverte avec les révolutions démocratiques tunisienne, égyptienne, libyenne, syrienne, bahreini. L'Union pour la Méditerranée, cette coquille vide du Sarkosysme est morte née. Ce qui est en train de se construire sous nos yeux c'est l'Union des peuples de la Méditerranée. Or, que voyons-nous ? La question des identités de ces peuples, soumis à la colonisation ottomane, anglaise ou française, puis à des pouvoirs despotiques néocoloniaux est en train de ressurgir. Il n'y aura pas d'union libre de l'Euro-Méditerranée sans reconnaissance des droits des peuples palestiniens, kurdes, sahraouis, kabyles, berbères, des minorités religieuses comme les Coptes. Il n'y aura pas de construction d'un avenir entre les peuples de la Méditerranée sans solution politique à ces questions qui se posent en Turquie comme en Italie, en Algérie comme en France. Vous avez créé l'Alliance Libre Européenne qui travaille en étroite collaboration avec les Verts européens dans le cadre du groupe dans lequel nous siégeons, François Alfonsi et moi-même. Nous

devons donner une nouvelle impulsion à la politique euro-méditerranéenne considérée comme une question démocratique essentielle.

Chers amis, Je veux vous faire part aujourd'hui d'une conviction profonde. Il est désormais temps que les idées communes qui nous rassemblent prennent toute leur place dans la vie démocratique. L'écologie et le fédéralisme, ce n'est pas pour demain, c'est pour maintenant ! Et pour que les choses soient encore plus claires : dans le débat présidentiel qui s'ouvre, nous n'avons pas seulement l'intention de témoigner de nos idées, nous avons la volonté de les faire gagner !

Quelles sont-elles, ces idées qui nous ont fait emprunter un chemin commun depuis plus de deux ans ? Le système politique que nous prônons, nous tous les militants d'Europe Ecologie Les Verts, est celui du fédéralisme différencié. C'est le contre-pied radical du système centralisé unitariste français. La France n'est pas Paris 7ème, la France n'est pas Neuilly.

Nous voulons ainsi remplacer la pyramide descendante du pouvoir par une pyramide ascendante, de l'échelon géographiquement le plus petit à l'échelon géographiquement le plus grand, selon un principe de subsidiarité et non de hiérarchie. Nous voulons encore, suivant en cela les modèles espagnol ou canadien, que chaque région puisse avoir un statut différent, des compétences différentes, en fonction de ses propres revendications. Nous voulons enfin que la région soit avant tout un espace politique de débats démocratiques et de prises de décisions au lieu de devenir simplement un territoire en concurrence avec d'autres.

Ces idées ont des traductions concrètes qu'avec vous, j'ai bien l'intention de promouvoir tout au long de la campagne présidentielle. Elles consistent notamment à proposer quelques mesures simples.

Premièrement, il convient de développer les compétences et de renforcer les budgets des régions dans le cadre d'une réflexion sur la décentralisation qui doit laisser la place à la diversité : nous revendiquons aussi bien l'autonomie pour une région basque de la taille d'un demi-département que la réunification de la Bretagne, par le rattachement de la Loire Atlantique, la fusion entre la Basse et la haute Normandie ; une région de la Savoie, une collectivité unique de la Corse.

Deuxièmement, il est temps d'accorder enfin aux régions un pouvoir réglementaire élargi, voire un pouvoir législatif secondaire, permettant d'adapter aux réalités régionales les normes nationales dans nombre de domaines : culture, environnement, littoral, etc. L'inflexion forte en matière de compétences et de budgets doit évidemment s'accompagner de l'institutionnalisation d'un véritable gouvernement régional.

Troisièmement, il est déterminant de restreindre encore le cumul des mandats pour couper le lien entre mandat national et mandat régional. Ce cumul constitue un obstacle essentiel à la poursuite de la logique décentralisatrice mise en oeuvre depuis 1982. Il contribue en effet à concentrer, entre les mains d'une seule et même personne, des intérêts contradictoires.

Chers amis,

Nous suivons une route commune depuis plus de deux ans et nous savons bien que notre projet fédéraliste doit s'inscrire dans une vision plus vaste de transformation écologique et sociale. Nous en avons fait l'axe de nos campagnes électorales européenne, en 2009, et régionale, en 2010, avec les succès électoraux que nous savons. Notre responsabilité, désormais, est de convaincre les Français dans le cadre d'un scrutin présidentiel dont on dit souvent qu'il n'est pas favorable aux écologistes ou aux fédéralistes. Et bien sachez que je suis décidée à faire mentir les sceptiques et à convaincre les électeurs que le vrai parti du changement, c'est nous.

Car il est urgent de changer de politique. L'actualité de ces derniers jours nous montre malheureusement que, face à la grave crise financière qui frappe les économies européennes, le gouvernement de M.Sarkozy choisit à la fois l'éphémère et l'injustice. Chacun sent bien que les mesures annoncées par le Premier Ministre ne sont pas à la hauteur des enjeux de cette crise majeure de l'endettement qui appellent des solutions durables et non pas jetables ! Chacun comprend bien que les dispositifs retenus ne modifient en rien un système fiscal que nous devons réformer profondément en nous servant d'une seule et même boussole : la justice.

Je ne m'appesantirai pas sur la contribution cosmétique que les très riches seront priés de verser, pendant quelque temps seulement. Il me suffit de citer deux chiffres : les 2 milliards d'euros par an qu'a coûté au budget de l'Etat, la récente modification de l'ISF, les 200 millions d'euros que rapportera cette taxe provisoire à partir de 2012. Autrement dit, le gouvernement entend reprendre dans la poche des Français les plus privilégiés, un dixième de ce qu'il vient de leur donner.

De l'ensemble des annonces gouvernementales, il faut sans doute retenir l'essentiel : le détricotage très partiel d'un ouvrage construit au lendemain de la victoire de Sarkozy en 2007 et dont les deux principales conséquences, soulignées par tous les économistes et institutions sérieux ont été l'inefficacité économique et l'irresponsabilité budgétaire.

Car, on ne le répétera jamais assez. Nicolas Sarkozy et son gouvernement ont été les principaux pyromanes de la dette publique. Ils ont beau jeu aujourd'hui d'invoquer la crise financière pour tenter de justifier la rigueur et l'austérité. Ce sont eux qui, par leurs mesures inefficaces et irresponsables ont conduit la France au bord de la faillite !

Chers amis,

Au moment où commence véritablement notre campagne pour l'élection présidentielle, je vous propose de nous rassembler autour d'une double démarche : d'une part, l'explication patiente mais déterminée de notre projet écologiste et fédéraliste à tous nos concitoyens, fussent-ils tentés, par désarroi, de donner leurs voix aux porte-parole de la démagogie et du populisme ; d'autre part, l'écoute attentive et curieuse de toutes celles et ceux qui, chacun dans leur vie quotidienne ou associative, bâtissent à leur façon les fondations d'un monde nouveau. Même dans une campagne électorale présidentielle nous devons faire valoir nos valeurs : la démocratie de proximité plutôt que la petite phrase du journal télé !

La campagne sera rude, mais je souhaite qu'elle soit belle. Nous avons des atouts formidables, à commencer par vous qui constituent le ferment du fédéralisme de demain. Je veux saluer aussi, à travers vous, les milliers de militants de notre organisation ou de notre coopérative, les centaines de groupes locaux enracinés sur le terrain qui sont prêts, demain, à engager le combat électoral. Ensemble, je vous le promets, nous allons remettre les marchés à leurs places, remettre l'écologie au centre de l'économie et remettre le fédéralisme au pouvoir.

Prenons notre destin en mains. Vive l'Europe des Régions, vive l'écologie, vive la France, riche de sa diversité. »  
**Eva Joly**, 27/08/11, université d'été de la fédération Régions et Peuples Solidaires, Mouans-Sartoux.

**Source** : <http://r-p-s.info/Discours-de-Mme-Eva-Joly-en>

---



### MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

À signaler que le groupe [Verts/ALE de José Bové, Eva Joly et Daniel Cohn-Bendit](#) [1], avait déposé une [proposition de résolution](#) [2] au Parlement européen le 03/11/10 dans laquelle on peut lire qu'il « *souligne qu'un partenariat transatlantique plus étroit, pour améliorer le fonctionnement du **marché transatlantique** sur la base du principe d'une économie sociale de marché, est un instrument important pour canaliser la mondialisation et s'attaquer aux crises économiques et sociales d'envergure planétaire* ».

Voir l'article [Union transatlantique : c'est la vraie marche. En avant, route !](#)

---

[1] Sur le site des eurodéputés d'Europe Écologie, on peut lire le passage suivant : « *Les Verts/Alliance libre européenne est un groupe parlementaire européen composé des Verts et des représentants des nations sans état ("régionalistes")* ». Pour en mesurer la signification, il est nécessaire de se reporter à l'article [Europe Écologie, Europe Ethnies](#) d'Yvonne Bollmann publié par l'*Observatoire du communautarisme* le 06/07/09.

[2] Copie du document :

